

Femmes de gouvernement : donner le ton

Autor(en): **aml**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **82 (1994)**

Heft 6

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-286874>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

AVS

La lettre de Ruth Dreifuss

(aml) – Elle a osé! A force de recevoir des lettres de citoyennes et citoyens inquiets face aux sombres prédictions de divers bords sur l'avenir de l'AVS, la cheffe du Département fédéral de l'intérieur a décidé de répondre directement à celles et à ceux qui constituent le peuple, en essayant de les rassurer dans une lettre ouverte, distribuée au Palais fédéral le 10 mai. Non sans avoir pris la précaution d'informer oralement ses collègues de son intention. Car sa lettre réaffirmait en outre sa détermination, déjà exprimée avant son entrée au Conseil fédéral, de s'opposer au relèvement de l'âge de la retraite à 64 ans pour les femmes. Une disposition introduite l'an dernier par le Conseil national dans la 10e révision de l'AVS et approuvée le 4 mai par la commission du Conseil des Etats revenant sur une décision antérieure de son plénum. Au grand dam de la gauche et des femmes. La lettre de Ruth Dreifuss n'a pas manqué de provoquer des réactions violentes, avant tout du côté de la droite, et de susciter une certaine agreur au Conseil fédéral. Même si Adolf Ogi, chef du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, avait recouru au même procédé avant le vote du 20 février sur l'initiative des Alpes qu'il combattait de toutes ses forces.

Le ministre des Transports s'était toutefois borné à distribuer sa missive aux agences de presse.

Ruth Dreifuss, quant à elle, conserve sa sérénité, affirmant avoir des problèmes autrement plus brûlants à résoudre dans un «ministère» qui embrasse l'environnement, la culture et les assurances sociales.

Conseil fédéral au féminin

Un gouvernement mort-né

(aml) – Prématuré, le projet d'alternative féminine au Conseil fédéral a été abandonné le lundi 16 mai. Les quatre promotrices du «gouvernement de l'ombre» ont fait part de leur re-

Femmes de gouvernement

Donner le ton

(aml) – Y a-t-il une façon spécifiquement «femme» de gouverner?

Question en filigrane de la rencontre informelle organisée à Berne le 16 mai par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss à l'intention de ses collègues «professionnelles» membres d'Exécutifs cantonaux et municipaux. Trente-six femmes – quinze conseillères d'Etat et vingt et une membres d'un exécutif de grande ville étaient ainsi invitées à partager leurs préoccupations. Vint-sept ont répondu à l'appel.

Une absence remarquée, celle de la Genevoise Martine Brunschwig-Graf, qui a fait savoir qu'elle n'y participerait pas en signe de protestation contre Ruth Dreifuss pour «son manque de collégialité» dans l'affaire du relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes.

Plus de trois heures d'entretien fondées sur un échange d'expériences de la pratique et de l'art de gouverner. D'où il est ressorti des similitudes malgré la diversité culturelle et politique des

participantes: la capacité d'écoute, la passion de communiquer et de se faire comprendre, la volonté de dépasser les clivages politiques tout en respectant des points de vue différents.

Ruth Dreifuss a brossé un historique de l'entrée des femmes en politique au niveau décisionnel, rendant un hommage particulier aux pionnières, telles la Genevoise Lise Girardin, première femme à entrer dans un exécutif municipal en 1967, et la Zurichoise Hedi Lang, première femme à accéder au Conseil d'Etat.

L'occasion aussi pour la conseillère fédérale de lancer un sérieux avertissement: si les Suissesses ont le vent en poupe, un regard du côté de l'étranger permet de constater un recul des femmes dans leur participation aux instances politiques.

Le 25 mars déjà, sous le titre «des femmes qui donnent le ton», et grâce à l'initiative de la présidente du Conseil national Gret Haller, toutes les présidentes de législatures communales et cantonales, ainsi que les femmes maires de petites communes avaient été invitées à une journée de réflexion. Sur les deux cent onze femmes invitées, une centaine ont répon-

du présent. Faire face au populisme, gérer les finances de l'Etat, trouver des formes de dialogue politique, etc., un programme certainement trop vaste pour faire le tour des problèmes rencontrés par les femmes en politique, mais riche de cet échange qu'il favorisait entre femmes de tout bord: «*Nous avons pu aujourd'hui transgresser certaines frontières. Si vous avez eu l'impression d'inachevé, alors répétez cette journée à l'échelon cantonal ou communal!*» s'est exclamée Gret Haller dans une salle de Parlement qui n'avait certes pas l'habitude d'un auditoire aussi attentif et respectueux des diverses oratrices.

L'exposé le plus remarqué et le plus vivant a été sans aucun doute celui de Mme Lydie Err, avocate luxembourgeoise, députée et présidente de la Commission des affaires étrangères et communautaires, venue parler de son expérience en politique européenne.

Les Suissesses semblent avoir le vent en poupe, à voir les bons résultats obtenus lors des récentes élections, mais gare aux vents contraires qui soufflent à l'étranger.

gret de devoir lâcher ce projet, lancé au lendemain de la non-élection de Christiane Brunner au Conseil fédéral, le 3 mars 1993.

Elles avaient obtenu dans un premier temps l'appui de la grande majorité des parlementaires fédérales, séduites par cette idée de «Conseil fédéral à 14 membres fonctionnant selon le principe du partage du travail».

Puis, vu la surcharge de travail des représentantes du peuple et des cantons, elles avaient modifié leur projet dans le sens d'une plate-forme politique, largement ouverte aux femmes intéressées du pays tout entier, afin d'analyser – et aussi de critiquer au besoin – les décisions importantes du Conseil fédéral.

Dès lors que les femmes du Parti radical et de l'Union démocratique du centre ont renoncé à toute participation active,

les promotrices ont décidé de laisser tomber. Sans se résigner totalement toutefois, puisqu'elles lancent le projet «100 femmes au Conseil national en 1995». Une manière de faire pression sur les partis pour qu'ils placent 50% de femmes sur leurs listes, sous peine de se voir opposer des listes femmes hors parti.

Année internationale de la famille

Du cliché à la réalité

(sch) – «*Améliorer la condition de la femme, c'est améliorer celle de la famille.*»

C'est ce qu'affirmait, le 7 mai dernier à Berne, Ruth Dreifuss devant un auditoire de 400 à 500 personnes.

Vingt associations familiales et féminines s'étaient réunies pour marquer ensemble

l'Année internationale de la famille (AIF) en organisant un colloque sur le thème: «*Les mondes des familles - Des mondes pour les familles.*»

Présidente d'honneur de la Commission fédérale pour l'AIF, la conseillère fédérale fit un tour d'horizon concis et complet des problèmes liés à la famille. A son tour, l'historienne Heidi Witzig définit avec humour et netteté le fossé qui existe entre l'image idéale de la famille que nous traînons depuis deux siècles et la réalité des familles d'hier et d'aujourd'hui.

Jacqueline Doleyres Rosset et Anne-Marie von Arx-Vernon, actives l'une et l'autre à Pro Juventute, partant également des mythes et des clichés sur la famille face à la réalité, pensent que la famille, en ce temps de crise, pourrait être un lieu de sécurité pour ses membres, mais qu'il y a un